

George CLARE, *Dernière valse à Vienne. La destruction d'une famille, 1842-1942*, trad. de l'anglais par Jean-Baptiste Grasset avec la collab. d'Odile Pidoux, Payot, Paris, 1984, 324 pages. Ill., bibliographie

Voici un très beau livre, où se mêlent étroitement une longue période de l'histoire européenne et le destin personnel de l'auteur qui, en 1940, avait tout juste vingt ans.

Issu d'une famille juive originaire de Bukovine, le jeune Georg Klaar (1) à une enfance viennoise heureuse parmi les siens. Son arrière-grand-père, médecin militaire dans l'armée impériale autrichienne, "ne renia point sa religion pour se convertir au catholicisme. Mais tout en restant juif, il se voulait aussi un véritable Autrichien, et dans cet empire polyglotte rien n'était plus autrichien que l'armée" (p. 21). Les descendants du capitaine Herrmann Klaar se sentaient Autrichiens avant tout ; en somme, ils ne se considéraient pas comme des Juifs autrichiens, mais comme des Autrichiens juifs. Dans l'empire de François-Joseph, certes une forme d'antisémitisme existait déjà - n'a-t-il pas toujours existé ? -, mais "cet antisémitisme était essentiellement fondé sur des motifs d'ordre religieux, et non pas encore ethnique" (p. 27). A cette époque, les plus belles carrières s'ouvraient aux jeunes Juifs. Une fois diplômés, ils pouvaient "franchir en l'espace d'une génération l'immense fossé qui sépare le Juif du ghetto du respectable citoyen de cette ville de Vienne, alors la plus brillante des capitales européennes" (p. 26). Et Herrmann Klaar avait en effet accompli cette métamorphose : "Il fut le premier de notre lignée à s'occidentaliser pleinement, à intégrer à sa personnalité la culture autrichienne, à s'assimiler entièrement - et très certainement aussi le premier à commettre la tragique erreur de se considérer comme un Autrichien à part entière, que rien ne séparait des autres Autrichiens, hormis le fait, secondaire, d'appartenir à une religion minoritaire" (p. 26-27). Moins d'un siècle plus tard, cette "tragique erreur" conduira les descendants du médecin des armées, Herrmann Klaar, dans les chambres à gaz d'Auschwitz ... Mais n'anticipons pas.

(1) En 1942, pour diverses raisons, Georg Klaar, alors engagé volontaire dans l'armée britannique, troqua son nom pour celui de Clare.

Au début de son récit, l'auteur conte avec humour et tendresse les péripéties de la vie quotidienne de ses ancêtres : leurs études, leurs distractions, leurs amours, leurs espoirs, leurs déceptions. "Ce livre, dit-il, ne prétend pas raconter le destin des millions d'hommes et de femmes sans défense qui succombèrent à l'holocauste hitlérien (...) : il relate simplement l'histoire de ces quelques personnes qui furent ma famille" (p. 44). Et à travers cette histoire, Clare fait revivre Vienne : son Corso, le Ring, ses terrasses de café, la Hofburg, ses jardins fleuris et les beaux officiers de l'armée impériale qui y déambulent, sanglés dans leurs rutilants uniformes d'opérette et qui valsent au son de la musique de Strauss ... Car si on lit bien l'histoire des Klaar, on trouve aussi, à chaque page, des détails sur cette ville, capitale animée et si *gemütlich* du grand empire austro-hongrois, puis capitale de la minuscule Autriche de l'entre-deux guerres, qui se montra si farouchement antisémite après l'*Anschluss* ...

Les parents de l'auteur sont des Juifs viennois assimilés, peu soucieux des traditions ancestrales. Son père, Ernst, occupe une place importante dans une grande banque viennoise ; sa mère, Stella, fille aînée de Bernhard Schapira, est une parfaite maîtresse de maison, très cultivée. Eprise de littérature allemande, elle lit beaucoup ; Goethe est un de ses auteurs favoris. Enfant unique, le petit Georgel vit heureux au sein d'une famille aisée. L'appartement de ses parents est situé en plein centre de la ville et le jeune garçon est un petit Viennois gai et espiègle comme tous les gamins de son âge et de sa condition.

Dans l'Autriche antinazie de Dolfuss, on tenait Hitler pour un simple "agitateur de masse" ; on ne le prenait pas très au sérieux et l'on pensait qu'il "devrait finir par s'assagir". Si dans la presse autrichienne on faisait parfois allusion à des camps de concentration, on croyait qu'il ne fallait "voir là que les premiers excès d'un régime fraîchement établi" (p. 152). L'aveuglement des dirigeants autrichiens était complet. Les Juifs ne firent d'ailleurs pas preuve de plus de clairvoyance en ce qui concerne leur sort et, comme le père de l'auteur, ils ignorèrent "les signaux d'alarme qui se multipliaient de jour en jour" (p. 197). Evidemment, "pour l'observateur d'aujourd'hui, le chemin semble court et direct entre le premier boycott officiel des magasins juifs d'Allemagne, en 1933, jusqu'à Auschwitz. (...) De fait, rares furent les Juifs allemands qui émigrèrent dès 1933 ou 1934. (...) Elevés dans une ferme confiance envers les valeurs prussiennes (...) (ils) se considéraient eux-mêmes comme Allemands" (p. 155). (Ils commirent la même erreur de jugement en Belgique, en France, en Hollande où les Juifs "belges", "français" et "hollandais" se croyaient protégés par leur nationalité et pour qui seuls les Juifs

immigrés et apatrides d'Europe centrale seraient visés par les mesures antisémites des nazis (1) !).

En automne 1933, le jeune Klaar et ses parents rencontrent, chez des amis, un rescapé du camp d'Oranienburg. Ils écoutèrent les récits de cet homme, "mais la terreur sous sa forme absolument pure (...) ne se laisse pas saisir sur un mode strictement intellectuel" (p. 153). L'auteur lui-même s'en aperçut lorsqu'il tenta d'expliquer ses propres expériences à ses amis anglais ou irlandais. Pour la plupart de ses auditeurs, "le monde qu'évoquaient ces horreurs (...) était en quelque sorte la face cachée de la lune" (p. 154).

Dans un style alerte, teinté parfois d'une grande mélancolie, Clare conte la période de l'Anschluss et les premières manifestations antisémites à Vienne. Témoin oculaire et attentif des événements qu'il décrit si bien, il nous fait partager ses angoisses mais aussi, paradoxalement, son enthousiasme lorsqu'il voit, d'une fenêtre de son appartement, défiler les troupes allemandes à Vienne. Pour lui, seuls les "nazis" sont ses ennemis, et il ne cache pas son admiration juvénile pour ces grands gaillards disciplinés qui marchent si bien au pas - alors que ce que craignait le plus son père pour son fils de dix-huit ans, c'était précisément son embrigadement dans la Wehrmacht ! Ils ignoraient, l'un et l'autre, que tout leur univers était sur le point de s'effondrer et que bientôt l'adolescent, ballotté d'une frontière à l'autre, en proie à des tracasseries administratives de toutes sortes, refoulé à gauche et à droite, allait vivre des heures tragiques et connaître de déchirantes séparations.

Exilé en Irlande, puis engagé volontaire dans l'armée de sa Gracieuse Majesté, Clare put encore correspondre (via le Portugal) un certain temps avec ses parents, réfugiés à Paris d'abord - où son père avait trouvé un emploi dans une filiale de sa banque viennoise - puis, après mai 1940, "assignés à résidence" en Ardèche par le gouvernement de Vichy. C'est dans un petit village ardéchois que son père fut arrêté par des gendarmes français (!) le 25 août 1942. Ses parents furent acheminés vers Drancy et, de là, déportés à Auschwitz où ils moururent la même année. Trente ans plus tard, l'auteur apprit par un contemporain de cette arrestation que sa mère a suivi volontairement son mari : "Elle n'était pas obligée, mais elle ne voulait pas laisser votre père partir tout seul" (p. 301).

(1) Voir à ce propos le très beau film Les guichets du Louvre.

Quel beau livre ! Quelle belle langue ! (Bravo aux traducteurs (1).) On le dévore comme le plus passionnant des romans. Bien que l'on sache comment tout cela va finir, on ne peut pas s'arracher à ce récit, souvent très drôle, admirablement construit et qui retient l'attention du lecteur jusqu'à la dernière ligne. Clare a su éviter tous les pièges et jamais il ne verse dans le mélodrame larmoyant. Il donne en outre un aperçu remarquable du déclin de l'empire austro-hongrois et dépeint les quelques années de la république autrichienne au cours desquelles les Viennois essayent de vivre encore comme "au bon vieux temps" et continuent éperdument de valser, sans se rendre compte qu'ils dansaient sur un volcan !

Eliane Jacquemyns.

André FERON, *Je ne puis oublier*, préface de Léon-E. Halkin, Edit. A. Feron, Haasdonk, 1984, 343 pages

L'auteur relate avec émotion l'arrestation, à Hasselt, la déportation et la mort en détention à Gross-Rosen de son père, Camille Feron, emmené par la Gestapo au printemps 1944 à la suite d'une dénonciation.

André Feron a pris le parti de parler à la première personne, s'identifiant ainsi à son père "dont il évoque pieusement la mémoire" (p. 11). Le préfacier, L.-E. Halkin (2), nous dit le sérieux de l'enquête préalable menée par le fils. Il a connu lui-même son père au camp de Gross-Rosen et il "le retrouve et le découvre" dans ces pages.

Quelques temps après son arrestation, Camille Feron est conduit à la prison de Saint-Gilles, près de Bruxelles. Le jour même du débarquement des Alliés en Normandie, le 6 juin 1944, commence pour lui un long calvaire qui va le mener d'abord au Zuchthaus (pénitencier) de Gross-Strehlitz, puis à Gross-Rosen où il est transféré fin octobre 1944.

(1) Je déplore deux coquilles assez regrettables : p. 218, le 11 "mars" 1938 (date historique de l'Anschluss) se transforme en 11 "mai", et p. 281, "Dublin" devient "Berlin" ...

(2) Léon-E. HALKIN, professeur honoraire à l'Université de Liège, est l'auteur de A l'ombre de la mort préfacé par François Mauriac. Prix littéraire de la Résistance.

Des amitiés de cellule se nouent. Camille Feron refuse d'abandonner tout espoir. Mais la captivité s'éternise, se durcit, la possibilité d'une tentative d'évasion devient de plus en plus improbable. La maladie et des traitements inhumains minent la résistance des prisonniers. Des épidémies de diphtérie et de typhus font des ravages épouvantables parmi les détenus mis en quarantaine par les SS. La dysenterie épuise leurs dernières forces. Début décembre 1944, Camille Feron meurt. La cause du décès mentionnée dans les documents officiels : pneumonie et affaiblissement du muscle cardiaque ...

Grâce à de précieux témoignages de survivants et à de minutieuses recherches, André Feron a pu reconstituer les derniers mois de la vie de son père ; il a pu, à travers de nombreux récits, revivre presque au jour le jour en sa compagnie, partager ses espoirs et ses peines, et assister à sa mort à l'infirmerie de Gross-Rosen où il fut "traîné plutôt que soutenu par deux compagnons". (p. 333).

Ce livre attachant mérite notre attention. Les dernières "Réflexions" de André Feron en fin de volume, sont une sorte d'acte de foi en l'humanité et une offrande aux proches de l'auteur. A méditer ...

E.J.

Alain FINKIELKRAUT, *L'avenir d'une négation. Réflexion sur la question du génocide*, Seuil, coll. "Fiction & Cie", Paris, 1982, 186 pages.

Contrairement à ce qu'affirmait Marx, actuellement "les faits ne sont pas têtus, les faits sont précaires, dociles, malléables", nous dit l'auteur. "La tentative de révision du génocide juif révèle (...) l'allergie à l'événement et la crise de la vérité qui travaillent notre culture" (p. 14).

On se souvient de l'affaire Faurisson. L'entêtement que ce "professeur" mit à nier l'existence des chambres à gaz dans les camps de concentration nazis a, un moment, défrayé la chronique. Mais Faurisson avait attaché le grelot et le "révisionnisme" était désormais en marche.

A travers une autre "affaire" - l'Affaire Dreyfus -, qui fit la une des gazettes à la fin du siècle dernier, A.F. trace un rapide portrait de cette France éternellement coupée en deux et où l'on voit qu'anticapitalisme et antifascisme font bon ménage. Cependant, des bourrasques secouent et troublent cette union ... qui s'avère alors davantage un mariage de raison qu'un mariage d'amour.

Et les Juifs, "de quoi sont-ils coupables ? D'Auschwitz, c'est-à-dire d'un massacre malcommode, inclassable, comme les prophètes ne pouvaient pas le prévoir, et qui demeure un outrage à la théorie révolutionnaire" (p. 56). Boutade ? Pas sûr ...

En évoquant l'impact sur le public occidental du film américain *Holocauste*, l'auteur constate que "nous vivons aujourd'hui l'effet-Holocauste", à cause de ce feuilleton qui, pourtant, "ne donne qu'une piètre idée de ce que fut la guerre contre les Juifs" (p. 81). "Tyrannie du pathos qui soumet au même régime sentimental *Love Story* et les camps de la mort" (p. 82) ! Le résultat le plus tangible de cette excellente opération commerciale (1) ? "Le remplacement du mot génocide par le mot holocauste dans le vocabulaire courant. Le massacre d'un peuple devenait son immolation à Dieu (...)" (p. 82¹). Mais, au fait, d'où vient le terme "génocide" ? Quand donc est-il né ce néologisme bâtard, dont les racines sont grecque (*génos* = race) et latine (*cide* = meurtre) ? C'est l'Américain Raphaël Lemkin (2) qui le forgea de toutes pièces en 1944, en pleine guerre mondiale. Et le mot "fit (...) une carrière triomphale" (p. 149).

A.F. démontre que l'antithèse Mémoire/Histoire "repose sur une dénaturation de la mémoire collective" (p. 92). Or, il faut savoir : c'est la tâche minimale qui incombe à ceux qui viennent après" (p. 94). Pour illustrer cette réflexion, l'auteur cite Maurice Blanchot (3) : "Et comment, en effet, accepter de ne pas connaître ? Nous lisons les livres sur Auschwitz. Le voeu de tous, là-bas, le dernier voeu : sachez ce qui s'est passé, n'oubliez pas et, en même temps, jamais vous ne saurez" (p. 94) ...

Revenant au cas Faurisson, A.F. stigmatise le "nouveau laissez faire", la "liquidation de l'histoire"; quand "c'est la multiplicité des opinions qui doit avoir raison des faits" (p. 106). Et que penser de Rassiner, ce "détraqué exemplaire" (p. 131) ? Que déduire de l'attitude de ce "rescapé de Buchenwald et de Dora (qui) a, le premier, l'exposé de façon systématique qu'il n'y avait pas eu de génocide" (4) (p. 117).

- (1) C'est pour répondre au succès de *Roots* (Racines), programmé sur une chaîne concurrente, qu'une station de télévision eut l'idée de produire *Holocauste* !
- (2) Raphaël LEMKIN, *Axis Rule in Occupied Europe*, Washington, 1944.
- (3) Maurice BLANCHOT, *L'Écriture du désastre*, Gallimard, Paris, 1980, p. 131.
- (4) Cf. Pierre VIDAL-NAQUET, *Les Juifs, la mémoire et le présent*, Maspero, Paris, 1981.

L'auteur met par ailleurs en cause la politique belliciste d'Israël et dénie le droit aux Israéliens "de se draper dans leur passé de victimes, puisque pour réaliser et consolider leur Etat, ils sont devenus eux-mêmes des bourreaux. (...) Auschwitz n'a pas ouvert un crédit illimité aux survivants et à leur descendance" (p. 138).

A.F., nous parlant de la "disgrâce du peuple maudit", aborde à nouveau l'affaire Faurisson, mais aussi le cas de Heinz Heger (1) et surtout de son préfacier, Guy Hocquenghem. Celui-ci ne craint pas d'employer le mot "truquage" à propos des chambres à gaz. Il explique que "la promotion scandaleuse des Juifs et d'eux seuls au titre envié de victime exemplaire" provient de ce qu'ils "constituaient pour les Alliés les massacrés les plus présentables et les plus mélodramatiques" (p. 160), à la différence des autres principales victimes du nazisme, les fous, les homosexuels, les Tziganes, les Polonais ... Hocquenghem ne va-t-il pas jusqu'à traiter d'hypocrites et de salauds les rescapés juifs des camps qui, en outre, ont l'outrecuidance de réécrire "l'histoire de façon à en être les héros" (p. 161).

A la fin de son ouvrage, A.F. rappelle que "la vigilance est nécessaire : il faut revenir sur le passé afin d'éviter qu'il ne revienne sur nous" (p. 177). Ne vivons-nous pas "dans la chimère constante de la rupture et du nouveau" ? C'est ainsi que, "passant du préjugé au paradoxe, de l'idéologie dominante à la défense des dominés, l'antisémitisme se reproduit sans se transmettre" (p. 181).

Le livre de A.F., dense, passionnant à plus d'un titre, bien écrit, se lit avec intérêt de la première à la dernière page. De nombreuses notes de références constituent une bonne bibliographie sur les sujets étudiés par l'auteur.

E.J.

(1) Heinz HEGER, Les Hommes au triangle rose, 1981.

Pierre ANGEL, *Hitler et les Allemands*, Ed. Sociales, coll. "Problèmes/Histoire", Paris, 1982, 400 pages. Annexes, bibliographie, index.

Novembre 1923 : le putsch d'Hitler échoue lamentablement et s'effondre dans "la boue, le sang et le ridicule" ; 1928 : les nazis obtiennent 2 % des suffrages ; 1930 : ils décuplent leur nombre de voix ; ils le doublent encore en 1932. Comment ? Pourquoi ? L'auteur propose des éléments de réponse à ces questions.

Il entame son étude par une courte biographie de la jeunesse d'Adolf Hitler (1889-1919), suivie d'un panorama de la situation économique, sociale et politique de l'Allemagne d'avant 1914. Il analyse ensuite les facteurs idéologiques en présence. Il en arrive à conclure qu' "à la veille de la Première Guerre mondiale, le peuple allemand subit l'action d'un ensemble de facteurs subjectifs et objectifs" (p. 58). Angel étudie encore les débuts troublés de la République de Weimar, la situation instable de l'Allemagne d'après-guerre et la création du NSDAP (Parti ouvrier allemand national socialiste) : "On ne peut mieux insister sur la volonté de gagner les couches prolétariennes à un parti qui se prétend à la fois socialiste et nationaliste" (p. 85).

Malgré des succès populaires recueillis au cours des meetings de masse organisés par le parti, Hitler échoue dans sa tentative de putsch en novembre 1923. Après ce coup d'Etat manqué, "il comprend la nécessité de modifier sa tactique et ses méthodes. Ce n'est plus contre les autorités mais avec leur appui qu'il accédera au pouvoir. Tout en pratiquant la violence et la démagogie, il refuse désormais de quitter la voie de la légalité" (p. 93).

Pendant cinq ans (1924-1929), la République conservatrice va connaître une certaine prospérité. Les nazis temporisent et consolident le NSDAP. Les répercussions de la grande crise mondiale se font durement sentir en Allemagne. Aux élections de septembre 1930, le NSDAP devient le deuxième grand parti politique après le SDP (Parti social-démocrate allemand). Au sein du NSDAP, on préconise un coup de force. Hitler refuse. Il attend son heure, il louvoie, temporise ... "Les circonstances (...) sont de plus en plus propices à ses desseins. Ses auditoires sont de plus en plus nombreux et enthousiastes" (p. 136).

Après des entrevues avec diverses personnalités - notamment, fin 1932, avec des représentants de la haute banque -, soutenu par d'habiles manoeuvres, les nazis n'ayant "jamais été difficiles sur le choix des moyens pour arriver à leurs fins" (p. 146), Hitler est appelé au pouvoir en janvier 1933, davantage grâce à la politique des élites dirigeantes

qu'à l'appui de son parti qui accusait à ce moment un certain recul. Avec Hitler à sa tête, l'Allemagne ouvre une ère de despotisme, de dictature, de racisme antisémite, sans doute unique dans l'histoire moderne ; elle va vivre une période de conquêtes. Les hordes hitlériennes vont déferler en Europe, en Afrique du Nord, aux portes de l'Asie. Dans un premier temps les forces alliées sont incapables d'arrêter cette vague. Secondé par un puissant appareil de répression - les SS et la Gestapo -, Hitler en profite pour tenter d'imposer par la force son idéologie aux pays conquis. Toute forme de résistance est sévèrement réprimée. Les camps de concentration et d'extermination se multiplient qui "accueillent" les Juifs, les réfractaires au régime, ou des otages pris dans des rafles en pays occupés.

Pierre Angel, avant d'aborder l'âge des conquêtes militaires du Troisième Reich, analyse minutieusement quelles furent, à l'époque de Weimar, les forces favorables au nazisme et celles qui se montrèrent hostiles au régime. En gros, et avec des nuances, noblesse, grande bourgeoisie, classe moyenne, jeunesse, paysannerie, administration, justice, police et enseignement apportèrent leur appui au national-socialisme ; en règle générale, les masses ouvrières se montrèrent hostiles au régime. Cependant, le rapport des forces joue en faveur du nazisme et donne la victoire à Hitler qui va mettre sur pied l'Etat impérialiste que l'on connaît. Il mène une politique expansionniste et militaire qui le conduit inexorablement à la Seconde Guerre mondiale.

En Allemagne même, il doit adopter une politique sociale dont la "mission essentielle consiste à 'nationaliser la classe ouvrière', (...) à effacer l'empreinte marxiste" (p. 269). "Tout est fait pour que l'ouvrier perde sa conscience de classe" (p. 275). On endort sa vigilance, on le calme en lui accordant des salaires plus élevés ; mais le parti veille et est prêt à réprimer la moindre rébellion. En revanche, "la dictature se révèle (...) bénéfique pour une ploutocratie habituée à déléguer ses pouvoirs politiques afin d'échapper aux périls qui la menacent et pour se consacrer essentiellement à ses tâches économiques" (p. 293). Angel étudie la position et les réactions de toutes les classes sociales de l'Allemagne hitlérienne ; il analyse le comportement de ses dirigeants à l'égard de chacune d'entre elles.

Dans un dernier chapitre, l'auteur nous montre Hitler, chef de guerre, et il fait le "bilan du Troisième Reich". "Si le Führer (...) a été promu dictateur et maintenu dans son 'omnipotence', c'est parce que (...) une large fraction des classes dominantes a eu besoin d'un tel homme et d'un tel régime" (p. 371). A la question de savoir si toute l'Allemagne a été gagnée au national-socialisme, Angel répond qu'il y eut "certes une opposition latente, mais condamnée à l'impuissance" (p. 371). "Malgré son héroïsme

incontestable, elle n'a pu renverser ce régime de boue et de sang" (p. 372). Hitler, dit-il, "a mystifié, intoxiqué, perverti et corrompu tout un peuple" (p. 378).

Le présent compte rendu ne donne qu'un reflet bien terne de la captivante étude de Pierre Angel. Cet ouvrage, synthétique et dense, qui aborde tous les aspects de la vie sociale, politique, économique, se prête mal, en effet, à un bref résumé. Il faut le lire et le relire : à chaque lecture, il dévoile un fait nouveau, suscite un nouvel intérêt. Dans son introduction, l'auteur nous dit : "Ce modeste essai ne prétend pas livrer une étude définitive et exhaustive. Il espère apporter quelques clartés sur cette machine infernale qui a pour nom fascisme et mettre en lumière son mécanisme complexe" (p. 12). Il est certain qu'il a atteint son objectif et on doit lui en savoir gré.

E.J.

André TOLLET, *La classe ouvrière dans la Résistance*, préface de Germaine WILLARD, Messidor/Ed. Sociales, Paris, 1984, 294 pages. Annexes et bibliographies.

Ancien résistant et acteur de cette résistance ouvrière, membre de la direction clandestine de la CGT, André Tollet nous livre ici ses souvenirs personnels joints à une étude sérieuse sur les divers aspects de la Résistance. "Cet ouvrage, dit-il, n'a pas la prétention d'être une histoire de la Résistance. Il n'est qu'un témoignage qui je l'espère servira à ceux qui un jour entreprendront de l'écrire" (p. 12) (1).

En première partie, Tollet brosse un tableau de la période d'avant-guerre. La Seconde Guerre mondiale plonge ses racines dans la grande crise des années 30. Le mouvement ouvrier allemand ne put faire échec à Hitler pour qui tous les moyens étaient bons pour asseoir son autorité : bluffs, mensonges, promesses, flatteries. Tollet étudie les répercussions de la prise de pouvoir par Hitler ; il évoque l'attaque fasciste en Espagne, Munich, la Pologne, la "drôle de guerre", l'invasion de mai 1940 et la mise en place du gouvernement Pétain.

(1) Pour la Belgique, voir Hubert GALLE, Yannis THANASSEKOS, *La Résistance en Belgique, 1940-1945*, Ed. J.-M. Collet, Bruxelles, 1979 ; Idem, "La Résistance en Belgique. Problématique historique et politique", in *Actes du colloque d'Histoire militaire belge (1830-1980)*, Musée Royal de l'Armée et d'Histoire militaire, Bruxelles, 1981, p. 325-337.

Dans la deuxième partie de son ouvrage, l'auteur dit les premiers pas de la Résistance : "Bien que très éprouvé, le mouvement ouvrier est resté debout ; seule la classe ouvrière est en mesure d'engager le combat contre la force colossale des hitlériens. Elle le fait sans hésitation" (p. 69). Tollet parle des difficultés de la vie quotidienne en France occupée, et plus particulièrement à Paris. Dès août 1940, on tente de réorganiser le mouvement syndical parisien. La presse clandestine (Trait d'union, Vie ouvrière, Humanité) dénonce la misère et appelle à la lutte. C'est grâce à ces journaux que "les premières actions ouvrières eurent lieu très vite" (p. 77). De grandes grèves sont organisées au printemps de 1941. La répression draconienne qui y répond coûta la vie à une cinquantaine d'ouvriers mineurs et des centaines d'hommes furent déportés ... mais "finalement la direction dut mettre les pouces et céder aux revendications" (p. 81).

Le gouvernement de Vichy, dès le début, veut "domestiquer" les syndicats : "La grande idée de Pétain, ce fut la charte du travail, inspirée du corporatisme de Mussolini" (p. 81). Immédiatement, la classe ouvrière riposte et entre en lutte contre la charte. Le monde ouvrier en ébullition crée des difficultés à l'ennemi. Pour essayer de juguler son action, le 5 octobre 1940 l'occupant emprisonne - à la Santé et à Fresnes - une soixantaine de militants syndicalistes. Certains d'entre eux connaîtront la déportation, d'autres seront fusillés un an plus tard, quelques-uns réussirent à s'évader - tel l'auteur - et reprirent le combat.

L'attaque de l'Union soviétique par les armées du IIIe Reich va relancer la résistance ouvrière et lui donner un jour nouveau. Parallèlement, l'occupation et la répression se font plus dures. Néanmoins, les actions de sabotage se multiplient et, malgré tout, la classe ouvrière signifie son refus de servir l'ennemi. En vue de mobiliser de la main-d'oeuvre pour l'industrie allemande, le service de travail obligatoire est créé. La riposte ouvrière est immédiate contre cette nouvelle forme de servage et la résistance s'organise avec l'aide efficace des cheminots.

Les actes antinazis sont de plus en plus fréquents. Pour palier la déstabilisation qu'entraînent sabotages et lutte contre l'occupant et ses sbires, Vichy et les hitlériens misent sans vergogne sur la terreur ; le massacre de Châteaubriant en est un exemple : le 22 octobre 1941, vingt-sept hommes furent fusillés ; parmi eux on comptait des syndicalistes arrêtés lors de la rafle d'octobre 1940. Au lieu d'affaiblir la résistance, un élan nouveau fut donné à la lutte après ce tragique épisode.

La victoire de l'Armée rouge à Stalingrad galvanise les énergies. Un peu partout, des manifestations patriotiques ont lieu à l'occasion du Premier mai, du 14 juillet et du

11 novembre. Les actes de sabotages se multiplient tandis que le ravitaillement est de plus en plus déficient. La colère gronde. La résistance à l'ennemi s'organise, les syndicats - sa bête noire - réagissent contre le travail obligatoire en Allemagne. Laval essaye de diviser les Français. L'Humanité clandestine dénonce sa manoeuvre. De nouvelles grèves sont déclenchées. La lutte armée se développe. Les représailles sont sévères. Au printemps 1944, on instaure des cours martiales. En leurs noms, des crimes s'accomplissent dans les prisons et les maquis - où beaucoup de réfractaires au travail obligatoire ont trouvé refuge et sont entrés dans la Résistance active.

Après le débarquement allié du 6 juin 1944, la résistance s'amplifie encore, secondée par la presse clandestine. Dans la capitale, la C.G.T. donne les directives pour l'insurrection qui se prépare ; le mot d'ordre de grève générale pour le 17 juillet est lancé par l'Union des syndicats de la région parisienne. Elle est effective le 19 juillet. Tollet dit que "l'atmosphère de Paris se changeait progressivement en atmosphère de bataille" (p. 221). Le 15 août, la police à son tour cesse le travail. L'appel à l'insurrection est fait le 19 août ; les Parisiens y répondent en masse. Le 25 août, le "commandant militaire des forces allemandes de la région de Paris", von Choltitz, se rend au colonel Rol, commandant des FFI de l'Ile-de-France, et au général de division Leclerc, commandant de la 2e DB. Huit jours plus tard, sous la signature du général Koenig, ordre est donné de désarmer les FFI. "Quelle ingratitude que cette méfiance, cette peur du peuple si proche de la haine. (...) Cet ordre de désarmement, si mesquin et ne répondant en rien aux besoins de la défense nationale, ne fut même pas appliqué. Ses auteurs en furent pour leur honte" (p. 260).

Pourtant, la classe ouvrière, qui avait payé un si lourd tribut à l'occupant, se voyait évincée, frustrée, écartée des affaires publiques ... Les syndicats devaient une fois de plus se battre contre le patronat et lutter pour défendre les droits légitimes des travailleurs.

Dans sa conclusion, Tollet écrit : "Il faut connaître l'histoire, parce qu'elle a valeur d'expérience. (...) un peuple ignorant de son histoire serait un peuple amnésique" (p. 263). Entretenir la mémoire collective, faire connaître ce qui s'est passé durant la Seconde Guerre mondiale à travers des écrits, des témoignages, des interviews de ceux qui l'ont vécue, tel est précisément l'objectif principal de la Fondation Auschwitz. Il faut s'en féliciter et espérer qu'elle pourra mener à bien cette tâche importante.

Kazimierz MOCZARSKI, *Entretiens avec le bourreau*, traduit du polonais par Jean-Yves Erhel, Ed. Gallimard, 1979, 368 p.

L'auteur, Kazimierz Moczarski fut un des officiers responsables de l'Armia Krajowa (l'Armée de l'Intérieur) qui était la force clandestine de l'Etat Polonais pendant la Seconde Guerre Mondiale. Il prit part, entre autres, aux actions de diversion pendant l'insurrection du Ghetto de Varsovie en août 1944, puis, hélas, comme beaucoup de héros polonais, jeté en prison en 1945 et condamné à mort par les autorités communistes cédant aux directives de Staline qui considérait comme alliés de Hitler ceux qui avaient combattu l'Allemagne dans les rangs de l'Armée de l'Intérieur.

Pour mieux humilier Moczarski, les bourreaux de la police l'enfermèrent dans la même cellule que Jürgen Stroop, l'homme de confiance de Himmler, pendu en 1956 pour l'assassinat de plusieurs dizaines de mille Juifs lors de la liquidation du Ghetto de Varsovie qu'il organisa et dirigea lui-même en employant "la seule manière efficace : l'incendie systématique et complet de tous les immeubles" (lire pages 161 à 254).

Surmontant sa haine, Kazimierz Moczarski a interrogé pendant des mois le tortionnaire hitlérien pour explorer les recoins de l'âme de Stroop et tenter de savoir comment un être humain, façonné par un système totalitaire, peut finalement prendre part au plus grand génocide de l'histoire.

Seule une mémoire prodigieuse, forgée par une longue captivité et un courage exceptionnel, a permis à l'auteur de nous livrer la confession du Général SS Stroop avec une étonnante précision.

La préface d'Andrej Srcypiorski brosse un émouvant portrait de Moczarski et nous fait mieux comprendre comment ce document stupéfiant a pu être réalisé.

D.G.

WORMSER-MIGOT, Olga, *Le système concentrationnaire nazi, 1933-1945*, in "Publications de la faculté des lettres et sciences humaines de Paris-Sorbonne", série Recherches, Tome 39, Paris, P.U.F., 1969, in 8°, 660 pages, index, bibliographie commentée, tableaux chronologiques.

Rares sont les ouvrages historiques qui, pour un sujet donné, s'imposent au chercheur de manière incontournable ; rares sont les "classiques" qui restent d'actualité et gardent tout leur intérêt des années après leur publication. "Le système concentrationnaire" d'Olga Wormser-Migot fait assurément partie de cette petite catégorie de livres exceptionnels. Brillante thèse de doctorat, impressionnante somme de connaissances, il s'impose d'emblée à celui qui cherche à analyser, à comprendre en profondeur le phénomène concentrationnaire, tant par la justesse de son analyse que par la pertinence des problématiques posées et des hypothèses avancées, par la rigueur et la prudence des démonstrations et par la richesse de la documentation qui les étaient.

L'ouvrage de Wormser-Migot n'est certainement pas des plus faciles à aborder. Outre du temps et une attention soutenue, il nécessite des connaissances préliminaires sur le sujet. Mais l'effort en vaut la peine et l'enseignement tiré de sa lecture ne s'oublie pas.

Dans son introduction, l'auteur précise tout d'abord l'angle d'analyse utilisé et les problématiques étudiées. "Il ne s'agit nullement pour nous de décrire l'expérience concentrationnaire, telle que l'ont vécue les déportés, ni leur vie et leur mort quotidiennes, mais de chercher qui avait décidé s'ils devaient vivre ou mourir, pourquoi et comment. Cette entreprise, il s'agit d'en suivre la genèse, l'évolution, la mise en pratique, telles que l'ont conçue et appliquée les responsables nazis, les théoriciens, maîtres d'oeuvre ou exécutants." (p. 25)

C'est donc le point de vue, les théories, le système normatif et la pratique des bourreaux qu'examine cet ouvrage. Les aspects quotidiens, matériels et psychologiques, de la vie des détenus ne seront donc pas étudiés pour eux-mêmes, mais parce qu'ils découlent des normes fixées par les nazis - régime alimentaire, discipline, hiérarchie interne ...- ou parce qu'ils sont révélateurs des contradictions du système ou des difficultés rencontrées par la S.S. pour plier le phénomène concentrationnaire et les déportés aux critères choisis - uniformisation progressive des conditions de vie des différentes catégories de détenus, incorporation d'une partie de la population destinée à la solution finale au système concentrationnaire proprement dit et au processus

d'exploitation économique ...-. De plus, l'auteur exclut du cadre de son travail l'étude de la solution finale. "La solution finale visait (...) à l'extermination pure et simple des "races inférieures", Juifs, Tziganes, Soviétiques, etc. Le système concentrationnaire a atteint, en apparence, le même but, détruisant environ 75 % de ceux qu'il avait frappés. Mais en principe le mécanisme des deux systèmes et la volonté qui les sous-tendait s'opposaient diamétralement, l'un consistant à détruire après exploitation des forces productives, la destruction représentant toujours le terme des processus, l'autre consistant à empêcher de nuire, à "redresser", l'utilisation à des tâches productives pour le bénéfice du Reich n'étant intervenue officiellement qu'en 1942 et la survie étant théoriquement possible." (p. 14)

Quelle que soit sa qualité, ce livre ne nous donne donc qu'une vue incomplète des camps. Pour appréhender le phénomène concentrationnaire dans son ensemble, il faudra donc recourir, en plus, aux témoignages des survivants et à des oeuvres consacrées à la solution finale. Et à ces deux restrictions, il faut ajouter les réserves formulées par l'auteur. Tout d'abord, nous devons avoir conscience de nombreux facteurs qui tendent à brouiller l'analyse scientifique des K.L. : évolution chronologique, différences entre les camps, entre les normes et leur application, facteur humain ... Il faut donc se garder d'extrapoler à partir d'une seule situation aucun camp n'étant exemplaire. Ensuite, l'auteur insiste sur les difficultés rencontrées au cours de ses recherches : dispersion et aspect parcellaire des archives existantes et accessibles, complexité et obscurité volontaire de l'organisation des camps - ne serait-ce que pour l'immatriculation et le dénombrement des détenus -, enchevêtrement des différentes instances et de leurs responsabilités, contradictions entre les documents, déformation, volontaire ou non, des souvenirs et témoignages ...

Ces remarques préliminaires, qui n'enlèvent rien à la qualité de l'oeuvre, étant faites, je devrais résumer l'ouvrage. Mais, dans ce cas, élaborer un résumé de quelques pages sans dénaturer, sans aboutir à une caricature simplificatrice à l'excès tiendrait du pari stupide. Je ne m'y risquerai donc pas. Les lignes qui suivent se voulant plutôt un "guide" à l'usage du lecteur potentiel, qui devrait lui permettre de vérifier si l'ouvrage correspond à son attente.

La première partie de l'ouvrage est consacrée à la genèse du système concentrationnaire et au cadre juridique dans lequel il s'insère. Contrairement à la plupart des auteurs qui ne consacrent à cette période, pourtant fondamentale, qu'un bref chapitre, Olga Wormser-Migot en a fait l'objet d'une étude fouillée et révélatrice.

De la création des premiers camps "officieux" par les S.A. à leur prise en main par la S.S., en passant par leur développement, leur organisation et leur officialisation sous l'égide de Goering, les K.L. sont profondément intégrés aux conceptions politiques et juridiques - si l'on ose employer ce terme pour un état où le droit n'est qu'une façade - du IIIème Reich. Et c'est avec raison que l'auteur met l'accent sur la mise en place d'un état d'exception permanent où les libertés sont suspendues et leur exercice soumis à l'arbitraire tout puissant des différents appareils répressifs, réunis sous l'autorité d'Himmler à partir de juin 36. C'est dès la prise du pouvoir par les nazis que les opposants actifs ou potentiels, réels ou supposés deviennent internables et punissables à merci, sous le couvert de nombreuses lois et ordonnances dont l'aspect légal n'a pour but que de mettre entre parenthèses la notion même d'état de droit qu'elles prétendent défendre et sur laquelle elles fondent leur validité juridique.

L'auteur s'attache ensuite à nous décrire les camps antérieurs au conflit, en insistant sur les importantes différences qui les séparent des K.L. d'après 39 mais aussi sur leurs convergences fondamentales et sur le fait que, dès cette période, sont posées les bases de l'horreur concentrationnaire.

Olga Wormser-Migot se penche ensuite sur l'élargissement à l'Europe du système concentrationnaire et sur son évolution entre 1939 et 1945. C'est dans cette partie, avec l'étude extrêmement minutieuse, souvent ardue et parfois quelque peu hermétique de l'organisation des camps que se situe l'aspect le plus intéressant et le plus novateur de l'ouvrage. On nous y décrit, avec un luxe de détails et une multitude d'exemples les différents processus menant à l'internement (sentences des tribunaux réguliers et d'exception, des tribunaux du peuple, décret Nuit et Brouillard, opérations ponctuelles, ...), les instances qui y sont associées, l'organisation et la répartition des responsabilités et des tâches au sein de la hiérarchie S.S. des camps et la coordination générale du système par la S.S. et plus particulièrement sous l'égide de son département économique, le W.V.H.A. Ce contrôle, de plus en plus monopolistique, de la S.S. n'excluant pas pour autant, et c'est ici démontré avec vigueur, les responsabilités des autres composantes de l'état nazi - bureau du plan, ministères de la justice, de l'industrie, de l'armement, états majors ... - Parallèlement à ce "décryptage administratif" l'auteur souligne les normes édictées et leur application concrète, fossé qui ira s'élargissant au fil du conflit. Cette partie du livre constitue un véritable guide de l'administration de la mort ; malgré sa complexité et sa sécheresse, ou peut-être à cause d'elles, elle constitue une lecture obligatoire pour percevoir les soubassements de l'horreur concentrationnaire.

L'auteur analyse également, et toujours avec une grande prudence, l'importance de la main d'oeuvre internée pour l'économie du IIIème Reich. Ce problème économique des K.L. a, en effet, souvent été exagérée en donnant des K.L. une interprétation strictement économique ou presque complètement passée sous silence, dans une vaine tentative de disculper le pouvoir économique. Olga Wormser-Migot donne, elle, à ce problème sa véritable dimension. Pour elle, si le système concentrationnaire a indubitablement contribué à l'effort de guerre allemand, c'est dans une proportion relativement faible, ne serait-ce que parce que les conditions de vie, ou plutôt de mort, imposées aux détenus rendait leur productivité bien faible. Mais l'exploitation économique des déportés est cependant indéniable et son importance ne saurait être réduite à des données purement quantitatives, par ailleurs bien difficiles à établir. Les bénéfices réalisés par certains groupes industriels grâce aux victimes des K.L. sont une réalité ; l'enrichissement de la S.S. grâce au louage de ses prisonniers aux industriels ou à leur exploitation dans des usines qu'elle contrôlait directement ou indirectement également.

Enfin, il faut mentionner le chapitre consacré aux processus d'extermination concentrationnaire, aux différents moyens utilisés par les nazis pour perpétrer leurs crimes contre l'humanité et à leurs nombreuses tentatives de camouflage.

Pour terminer, dans sa conclusion, Olga Wormser-Migot évalue les tentatives de jugement portées sur le système par les tribunaux nationaux et internationaux, les bourreaux eux-mêmes, leurs victimes et la conscience universelle, pour clore son ouvrage sur la spécificité sans appel du système concentrationnaire nazi et l'impossibilité de le déduire scientifiquement d'une essence germanique ou d'en attribuer la responsabilité à la seule hiérarchie S.S.

"Le système concentrationnaire nazi" d'Olga Wormser-Migot ne saurait être réduit à ce court compte-rendu. Chaque chapitre, chaque page même, abonde en renseignements et en enseignements précieux. Il constitue une lecture indispensable pour tenter de comprendre l'horreur concentrationnaire, non à travers ses aspects au contenu émotionnel le plus fort, qu'il faut cependant connaître et rappeler sans cesse, mais pour percevoir la froide et inhumaine logique qui a permis son éclosion et son développement. Certains ouvrages sur les camps nous livrent l'horreur concentrationnaire brute, quotidienne dans ses aspects les plus insoutenables ; le livre de Wormser-Migot se lit plus froidement. Mais l'impression d'horreur que l'on ressent une fois la lecture terminée n'en est peut-être que plus forte et plus durable.

Frederic Degives.

Roman HRABAR, Zofia TOKARZ & Jacek E. WILCZUR, *Enfance Martyre*, Ed. Interpress, Varsovie, 1981, 219 p., ill.

Les trois auteurs de cet ouvrage, particulièrement bouleversant, retracent le sort tragique des enfants polonais pendant les années 1939-45. Le bilan des crimes perpétrés par les Nazis contre l'enfance (2.200.000 en Pologne) est un des plus sinistres dans les annales de l'humanité.

Hrabar, Tokarz et Wilczur consacrent des pages édifiantes - étayées de documents photographiques insoutenables et révélateurs - aux ordonnances et directives élaborées par Himmler avant et pendant la Seconde Guerre Mondiale et qui condamnaient sans aucune pitié la jeune génération polonaise à la déportation, la dénationalisation et la mort dans les crématoires. Un chapitre de cet ouvrage relate également la vie sinistre - mais ne faut-il pas plutôt dire la mort ? - des enfants juifs enfermés dans les Ghettos où ils travaillaient et se battaient comme les adultes.

D'authentiques récits de rescapés, une nomenclature fouillée de l'appareil criminel hitlérien (p. 177 à 191), de nombreuses notes et une bibliographie détaillée complètent cette vaste enquête qui s'adresse non seulement au sociologue et à l'historien, mais aussi à tous ceux d'entre nous qui dénoncent sans faillir les bourreaux qui violent et dégradent le monde.

D.G.

Pierre MERTENS, *L'imprescriptibilité des crimes de guerre et contre l'humanité*, Etude de droit international et de droit comparé. Edition de l'Université de Bruxelles, 1974, 230 p.

"En fin de compte, tout se passe comme si plus de vingt ans avaient été nécessaire à l'homme d'aujourd'hui pour maîtriser ce passé qui révoltait sa mémoire" (p. 7). Ce passé récent est celui de la seconde guerre mondiale et son cortège d'horreur que nous appellerons crimes de guerre, crimes contre l'humanité, crimes contre la paix. La maîtrise dont parle Pierre Mertens est cette lucidité qui sourd quand le temps distancie l'homme de ses propres actes.

En l'occurrence, ce délai de vingt ans est d'autant plus crucial qu'il coïncide avec l'échéance fixée par la plupart des pays concernés pour mettre un terme aux poursuites pénales engendrées par les atrocités commises dans le second brasier international.

Le débat suscité par la perspective d'une prescription des crimes ici en cause fut considérable tant par sa répercussion mondiale que par l'émotion qu'il provoqua. Il ne s'agissait pas seulement pour les Etats de prendre position sur une question où, pour une fois, la politique rejoint l'éthique ou pour les juristes de discuter du sens et de l'application du principe de non-rétroactivité de la loi pénale. Il importait aussi, et peut-être surtout, que chacun, préoccupé de la protection internationale des droits de l'homme, ne laisse pas s'échapper une occasion de manifester "qu'après les crimes commis durant la seconde guerre mondiale, il était impossible d'abandonner aux seuls Etats le soin de sauvegarder et de garantir les droits fondamentaux des individus soumis à leur juridiction" (p. 8).

Voici en quelques phrases les grandes lignes de la perspective adoptée par l'auteur pour cette étude dont l'essentiel consiste en une mise en évidence chronologique des différentes initiatives et solutions proposées entre les années 1960 et 1969 tant au niveau national qu'international en matière de prescription des crimes de guerre et contre l'humanité. Il faut souligner le fourmillement des commentaires, la richesse documentaire et la clarté de ce travail que l'auteur place ainsi à la portée du non-initié. Le tout mis en valeur par une brillante "Synthèse de la question à la lumière des principes du droit international pénal" (p. 189) qui forme la seconde partie d'un livre que l'on peut considérer comme une référence dans son domaine (à ce propos, on regrettera peut-être l'absence d'index ou de tout autre système de référence).

J.-L. Moortgat.

Hans Peter RICHTER, *Mon ami Frédéric*, Ed. Brodart et Taupin, Montrouge, Usine de la Flèche, 1980. (Texte intégral de l'édition française paru en 1963 chez Desclée-Debrouwer, trad. de l'allemand par Christiane Prélet. Titre original : *Damals was er Friedrich*

L'action du livre se situe en Allemagne entre 1925 et 1945 et s'adresse en priorité aux adolescents.

Frédéric, allemand de religion juive et Hans, allemand de religion chrétienne naissent tous deux en 1925. A travers la profonde amitié qui, jusqu'au bout, unit les deux enfants, cet ouvrage met en relief l'atmosphère particulière qui règne en Allemagne avec l'arrivée au pouvoir des nazis.

Au gré des anecdotes, amusantes ou hélas souvent dramatiques qui émaillent la vie des deux enfants, l'auteur aide à comprendre comment dans un pays démocratique et civilisé comme l'Allemagne de l'époque, des millions de personnes, jeunes et âgées, riches et pauvres, ont par intérêt ou par peur, exécuté les délires d'Hitler.

C'est ainsi que le papa de Hans adhère au Parti nazi pour protéger son nouvel emploi, Hans lui-même s'inscrivant aux Jeunesses hitlériennes. En même temps, la famille de Frédéric subit les mesures administratives vexatoires prises à l'encontre de la population juive. (boycottage des commerces juifs, exclusion des enfants juifs des écoles, mise en disponibilité des fonctionnaires et renvoi, cartes d'identité juive, etc.)

Et, à partir de 1938 s'ajoutent la violence, la dénonciation, les arrestations, la déportation et la mort.

Une table chronologique des événements historiques et des sanctions prises contre les Juifs d'Allemagne durant la période 1933-1945 complète utilement l'ouvrage de H.P. Richter.

A. Dehaspe.

Georges GORIELY, 1933 : *Hitler prend le pouvoir*, Ed. Complexe coll. "La mémoire du siècle", t. 16, Bruxelles, 1982, 217 pages. Chronologie, bibliographie, ill.

Le titre de cet ouvrage peut nous laisser penser que c'est aux mécanismes de la prise du pouvoir par les nazis, à ses raisons profondes que s'est intéressé l'auteur. Mais, sur ce sujet, ce livre n'apporte rien de neuf. Le centre d'intérêt principal de Goriely, c'est la thèse, déjà ancienne et abondamment discutée, d'une convergence fondamentale entre nazis et communistes dans l'Allemagne des années 20 et 30, voire même d'une parenté entre nazisme et marxisme. Et c'est bien cette thèse que tente, à sa manière, de démontrer l'auteur.

Pour ce faire, il ne s'embarasse pas de nuances et fait flèche de tout bois ; il s'arrête presque toujours à la surface des choses, confondant slogans électoraux et théories politiques, convergences ponctuelles et ressemblances fondamentales. Pourtant, s'agissant de la critique des erreurs politiques et théoriques, incontestablement graves, du stalinisme et de l'Internationale concernant la montée du fascisme en Allemagne, l'auteur aurait pu, de façon plus profitable pour le lecteur, puiser utilement aux remarquables analyses qu'ont faites, à l'époque, nombre de penseurs et d'hommes politiques de la gauche communiste et antistalinienne. Mais le propos de l'auteur ne s'inscrit pas dans une telle perspective de recherche. Il préfère, de toute évidence, user d'amalgames faciles qui laissent parfois rêveur : entre autres, selon lui, Hitler, Ho Chi-minh, Kom Il-sung, Castro et Khomeiny furent idolâtrés pour les mêmes raisons (p. 184) ; la pratique fasciste conviendrait mieux aux mouvements libérateurs du Tiers Monde qu'un marxisme difficile à comprendre en dehors d'une société industrielle (p. 14) ; et les communistes auraient été des détenus privilégiés dans les camps de concentration (p. 128), etc.

Mettant, par exemple, une théorie tout à fait marginale (1) sur l'incendie du Reichstag en exergue, il semble peu s'intéresser aux responsabilités réelles des nazis dans ce forfait, et renvoie nazis et communistes dos à dos quant à l'exploitation de cet incendie (p. 132).

Frédéric Degives.

(1) Celle de Tobias, exposée dans *Der Reichstagbrand. Legende und Wirklichkeit*, Ranstatt, 1962. Si cette thèse semble fondée en ce qui concerne les erreurs relevées dans le *Libre brun*, ce n'est pas le cas pour les responsabilités des nazis. Cf. G. Badia, *Feu au Reichstag*, Paris, 1983, p. 297-302.

Ana NOVAC, *J'avais 14 ans à Auschwitz*, traduit du hongrois par l'auteur et Jean Parvulesco, Ed. Presses de la Renaissance, 1982, 238 pages

L'ouvrage d'Ana Novac se lit avec beaucoup d'intérêt et d'émotion. A travers ces anecdotes vécues, le lecteur peut pressentir ce que fut la vie quotidienne dans un camp de concentration.

Revenue miraculeusement vivante d'Auschwitz, malgré "la tentation : fermer les yeux, laisser filer cette volonté lancinante, toute responsabilité, attendre que tout se décide ailleurs" (p. 225), Ana Novac - comme beaucoup de rescapés sans doute - s'étonne après avoir vécu cet enfer, de "faire une découverte bien plus déconcertante : tout ce que je venais de fuir recommence, se pertétue ailleurs ! ... Comme si notre néfaste expérience n'avait pas eu lieu !" (p. 9)

Cette narration, qui est presque un journal (puisque l'auteur a pu sauver des pages écrites dans le camp même), nous dépeint non seulement les visages des victimes, mais aussi ceux des bourreaux et parfois ceux de la population civile dans les usines et les fermes qui mettaient les prisonniers au travail.

Nul ne peut ignorer ce témoignage sincère et parfois brutal d'une femme juive originaire de Transylvanie qui vit à présent à Paris où elle écrit des pièces de théâtre et des romans.

D.G.

Problèmes choisis de l'histoire du KL Auschwitz, trad. du polonais par Anna Nowak-Bednarczyk, Edition du Musée d'Etat, Oswiecim (Auschwitz), 1979, 112 p. III.

Ce petit ouvrage réunit cinq textes dus à quatre auteurs différents.

Kazimierz Smolen présente Le camp de concentration d'Auschwitz. En octobre 1939, la région et la ville d'Oswiecim (à 60 kilomètres au sud-ouest de Cracovie), germanisée en Auschwitz par les nazis, furent incorporées au IIIe Reich. Le 27 avril 1940, Himmler donna l'ordre d'y fonder un camp de concentration. En juin-juillet de la même année, afin d'isoler le camp de la population polonaise, la SS procéda à l'évacuation de quelque deux mille personnes et fit démolir plus de cent maisons par les

prisonniers eux-mêmes, créant ainsi un no man's land autour du camp. Destiné d'abord aux seuls polonais, dès juin 1941 des hommes, des femmes et des enfants de toutes nationalités furent incarcérés au KL Auschwitz. Sur les 405.222 détenus enregistrés, 340.000 périrent. En fait, à la suite d'une série d'enquêtes entreprises en 1945-1946, il ressort que trois à quatre millions de personnes furent exterminées à Auschwitz-Birkenau. Mauvais traitements, épuisement physique, "expériences" médicales, sous-alimentation, épidémies et extermination systématique eurent raison de la résistance physique des prisonniers. L'auteur décrit aussi l'organisation interne du camp, les activités des "commandos" de travail, les conditions d'existence, l'aide (difficile) de la population polonaise locale et la Résistance mise sur pied par les détenus.

Danuta Czech nous parle du KL Auschwitz en tant que camp d'extermination. Auschwitz-Birkenau fut "une sorte de synthèse du système hitlérien de différents camps de concentration" (p. 35), où l'on tua "scientifiquement" des centaines de milliers de prisonniers. Dans son autobiographie, le commandant du camp, Rudolf Höss, avoue cyniquement que le premier essai (réussi) de massacrer les gens avec le gaz cyclon B (3 septembre 1941), "produisit sur moi un effet rassurant, car bientôt nous devions commencer l'extermination en masse des Juifs et ni moi ni Eichmann n'avions aucune idée des méthodes à employer" (p. 41). Quant à l'épineux problème de la destruction des cadavres, il fut en partie résolu par les fossés à incinération et les fours crématoires. Le "rendement" des chambres à gaz excédait cependant les capacités des fours à "digérer" les cadavres ... ce qui préoccupait grandement les responsables du camp !

Franciszek Piper détaille plus particulièrement Le travail d'esclave des prisonniers. Le travail forcé (mines, carrières, industries ...), hors de proportion avec les forces physiques des détenus, fut aussi un "bon outil" servant à leur extermination. De nombreux camps auxiliaires furent créés, surtout en Silésie, pour favoriser l'exploitation maximale des commandos de travail. Malgré les terribles dangers qui les menaçaient, les ouvriers polonais aidèrent de leur mieux les prisonniers auprès de qui ils travaillaient, en leur fournissant un peu de nourriture et en passant du courrier clandestin.

Kazimierz Smolen s'attache à décrire la Résistance dans Auschwitz lutte. Des contacts sporadiques de la population polonaise avec les prisonniers se transformèrent peu à peu en contacts réguliers et très vite certaines formes de résistance prirent corps dans le camp même. Des officiers polonais incarcérés prirent la tête du mouvement,

l'organisèrent, l'étendirent. Divers groupes naquirent qui s'occupèrent de distributions de médicaments et de nourriture, d'évasions de détenus (avec l'aide des partisans), de copies et de transmissions de documents divers, de sabotages, d'insurrection armée, etc. Smolen signale aussi la lutte sans merci que se livrèrent les "politiques" et les "droit commun" - qui jouissaient de la protection de la SS et avaient la haute main sur le camp.

Andrzej Strzelecki relate La libération du KL Auschwitz et l'aide apportée aux prisonniers libérés. Les 23 et 24 juillet 1944 le camp de concentration de Maidanek était libéré et révélait toute l'horreur des camps d'extermination nazis. La SS prise de panique envisagea ni plus ni moins de liquider le camp d'Auschwitz-Birkenau pour effacer toute trace de ses exactions. Le mouvement de la Résistance et d'autres facteurs empêchèrent la pleine réalisation de ce plan : on procéda à l'évacuation d'un nombre important de détenus (la plupart périrent durant leur transfert), on transporta vers l'ouest certains équipements, on fit sauter les crématoires et quelques bâtiments du camp furent incendiés juste avant sa libération par l'Armée rouge le 27 janvier 1945. Sept mille prisonniers se trouvaient encore à Auschwitz à cette date. Beaucoup souffraient d'affections plus ou moins graves et tous étaient affamés. Les services de santé de l'Armée soviétique, la Croix Rouge polonaise, la population les prirent en charge sur place, les soignèrent, les nourrirent, et cela souvent dans des conditions très difficiles en raison de la proximité du front. Quatre mois après la libération du camp, la plupart des ex-prisonniers purent quitter les ambulances soviétiques et l'Hôpital de la Croix Rouge. Les étrangers furent groupés et conduits à Cracovie dans différents centres d'accueil où ils attendirent quelque temps la possibilité de regagner leur pays.

Ces brefs résumés ne donnent qu'un pâle reflet de l'intérêt que suscitent les articles réunis ici. Ils constituent une contribution importante à l'histoire de l'univers concentrationnaire ; sans lyrisme ni grandiloquence, peut-être un peu froidement, ils relatent des faits précis, donnent des chiffres - ô combien éloquentes ! -, posent des questions, en suggèrent de nouvelles : pourquoi, comment, dans quelles circonstances et au cours de quels processus Auschwitz a-t-il pu exister ?

Eliane Jacquemyns.

Auschwitz (Oświęcim). Camp hitlérien d'extermination. trad. du polonais par Geneviève Leider et Roman Glanowski, préface de Jozef Buszko, Editions Interpress, Varsovie, 1978, 204 p. Ill., plans, cartes, bibliographie.

Dans cet ouvrage collectif sont réunies cinq études sur le "Konzentrationslager Auschwitz", dont quatre traitent, en les développant davantage, des mêmes événements que le livre précédent (1) : Précis d'histoire (Danuta Czech), Les prisonniers (Tadeusz Iwaszko), Extermination (Franciszek Piper), Le mouvement de la Résistance à l'intérieur et à l'extérieur du camp (Barbara Jorosz). Ces travaux décrivent, eux aussi, la genèse du camp, sa construction, son agrandissement, son organisation ; la condition et les travaux des prisonniers, les tensions qui existaient entre eux, leur extermination et l'activité du mouvement de la Résistance.

En revanche, Kazimierz Smolen, dans sa contribution Le châtement des criminels d'Auschwitz, aborde un sujet dont on ne parle pas dans Problèmes choisis. Après un bref historique concernant "le problème du châtement, sur le plan international, des criminels de guerre" (cf. Traité de Versailles - 1919 ; Tribunal de Leipzig - 1919 ; Convention IV de La Haye - 1907), l'auteur énumère les accords où la question fut soulevée et les procès qui furent intentés aux criminels de guerre hitlériens à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, après la mise sur pied d'un Tribunal militaire international. Il passe également en revue les procès de Nuremberg (1947-1949) où furent jugés des chefs nazis et il donne des détails sur la jurisprudence polonaise en la matière. Enfin, il étudie plus particulièrement le cas des criminels d'Auschwitz devant le Tribunal national suprême créé en Pologne sur décret du 22 janvier 1946. Une partie des bourreaux d'Auschwitz comparurent aussi devant divers tribunaux militaires américain, britannique, français et soviétique ; ils furent jugés avec les criminels des camps de concentration de Buchenwald, Bergen-Belsen, Dachau, Ravensbrück, Natzweiler, Sachsenhausen, Mauthausen et bien d'autres.

(1) On y retrouve d'ailleurs trois des auteurs de Problèmes choisis : Czech, Piper et Smolen.

En République Fédérale allemande furent jugés un certain nombre de criminels de guerre. Mais les lenteurs de la justice ouest-allemande ont permis à certains d'entre eux de ne pas être inquiétés ou, à tout le moins, de retarder leur procès, voire leur ont offert la possibilité d'aller vivre ailleurs - notamment en Amérique latine - sous un nom d'emprunt et d'échapper ainsi (momentanément ?) au châtement qui les menaçait.

"Connaître le sort tragique des innombrables victimes de l'hitlérisme et entretenir leur souvenir est un devoir moral envers tous ceux qui ont été bestialement assassinés, un devoir qui découle du sentiment de justice, profondément ancré en tout homme honnête."

Ainsi s'exprime Jozef Buszko à la fin de sa préface. Telle est bien la tâche à laquelle se sont attelés les membres de la Fondation Auschwitz dans leur désir d'informer les jeunes générations et de perpétuer le souvenir des martyrs des camps de concentration fascistes afin que des crimes aussi odieux ne puissent plus jamais avoir lieu.

E.J.

Bernard MARK, *L'insurrection du ghetto de Varsovie*, trad. du polonais par Rose Huriaud, adapt. par Jean Noaro, Editions sociales, Paris, 1955, 239 p. Plans, cartes, sources, chronologie.

"Il y a des défaites qui valent mieux que des victoires" (p. 10).

En septembre 1939, lorsque les nazis prennent la décision d'anéantir la population juive, la nécessité de grouper les Juifs en des lieux clos est jugée indispensable : on songe d'abord à les isoler sur une île - Madagascar -, puis on opta pour la formation de ghettos fermés où il était commode d'effectuer des rafles massives. Les prisonniers que l'on n'exécutait pas sur place étaient déportés dans les camps de la mort en vue de la "solution finale de la question juive". C'est ainsi que le 2 octobre 1940, le gouvernement Fischer ordonna la création du ghetto de Varsovie. Cernée par une haute muraille, cette ville dans la ville comptait environ 450.000 habitants. Brimades, famines, épidémies,

chômage, oppressions fiscales, etc. contribuaient à saper le moral de sa population. Néanmoins, la résistance prend forme : un réseau de ravitaillement clandestin fonctionne, des sociétés secrètes se créent qui fomentent agitations et révoltes, la presse clandestine informe les habitants. La création, en janvier 1942, du Parti Ouvrier Polonais (clandestin) va donner une nouvelle impulsion à cette résistance en coordonnant ses actions et en organisant la lutte. Le 15 mai 1942, le mot d'ordre de résistance au fascisme est lancé.

Au cours de l'automne 1942, la pression exercée contre le ghetto et la population polonaise augmente encore. Il s'avère de plus en plus nécessaire de se procurer des armes. Des pourparlers s'engagent alors avec le gouvernement polonais de Londres, lequel se montre franchement hostile à l'insurrection ; il prêche le calme et conseille une sorte de "résistance passive". Les discussions traînent en longueur. Finalement, des armes sont livrées, mais en trop petit nombre et pas toujours de bonne qualité. Londres exige qu'elles ne soient pas mises entre les mains des combattants du Parti Ouvrier Polonais soupçonnés d'être prosoviétiques !

Le Z.O.B. (Organisation juive de combat, créée en octobre 1942) appelle la population à se défendre les armes à la main. Au début de 1943, des actes divers de résistance sont accomplis. Des escarmouches de plus en plus nombreuses ont lieu. On effectue des sorties nocturnes. Pour les nazis, Varsovie (et son ghetto) n'est plus "sûre". L'occupation se durcit. Les Allemands imaginent différents plans pour investir le ghetto corseté entre ses murailles. La configuration du plan du ghetto favorise cependant les insurgés qui peu à peu transforment leur "prison" en véritable taupinière : on utilise le réseau des égouts, on creuse une ville souterraine, on aménage des abris fortifiés ; les habitants qui y vivent encore (1) se préparent à résister.

Le 19 avril 1943, l'insurrection explose. Elle ne prendra fin que le 23 septembre ... Les combats de rues - bloc par bloc, maison par maison - ne vont jamais s'interrompre. Les nazis incendient, bombardent, minent ; ils sont dérouterés par l'extrême mobilité des insurgés qui les rend quasi insaisissables. Bientôt tout n'est que ruines.

(1) Entre le 22 juillet et le 13 septembre 1942, 300.000 habitants du ghetto furent massacrés ou déportés à Treblinka.

"Car l'insurrection du ghetto a comporté trois phases. Dans la première domine la lutte de rues, en surface ; dans la seconde, la chose essentielle fut la défense des abris fortifiés ; au cours de la troisième agirent 'les hommes des ruines' " (p. 189). Dans la nuit du 13 au 14 mai, pour épauler les habitants retranchés, les Soviétiques envoyèrent leur aviation bombarder des voies ferrées, des casernes SS, des dépôts de munitions et la zone résidentielle des Allemands au centre de Varsovie. Le ghetto en flamme guidait les pilotes. Une immense quantité de tracts lancés à l'adresse de la population compléta cette action. Dès le 15 mai, Stroop peut proclamer : "Le quartier juif a cessé d'exister." La résistance va cependant se poursuivre jusqu'en septembre, laissant derrière les derniers combattants (1) "un immense désert où régna définitivement le silence" (p. 207).

Entre-temps, certaine presse clandestine tire l'enseignement qui se dégage de la lutte du ghetto. Dans toute la Pologne, les partisans multiplient coups de main, attentats et sabotages. Il semble indubitable que l'insurrection ait eu une influence faste sur la lutte armée dans le reste du pays.

Si l'on a pu, après-guerre, reconstituer aussi fidèlement ce qui s'est passé avant et même pendant l'insurrection du ghetto, c'est grâce à la prévoyance de quelques intellectuels patriotes polonais qui prirent la précaution de mettre à l'abri d'importants documents concernant le ghetto, documents retrouvés intacts après la libération et déposés à l'Institut juif d'Histoire de Varsovie (Archives Emmanuel Ringelblum, du nom de leur collecteur). La presse clandestine publiée au moment des faits apporta, elle aussi, une aide précieuse. Enfin, les indispensables documents allemands - notamment le rapport du général SS Jurgen Stroop - se révélèrent très utiles pour retracer certains épisodes de cet événement. Bernard Mark a su mettre à profit les sources qu'il a pu consulter et nous livre une intéressante étude sur la question. Et s'il a la dent dure à l'égard des cercles polonais de Londres, il y a peut-être à cela de bonnes raisons ...

E.J.

(1) En un peu moins d'un mois d'insurrection - entre le 19 avril et le 16 mai - on dénombra environ 70.000 morts.

Le racisme devant la science, Editions de l'Unesco, Paris, 1973 (nouv. éd.), 385 pages. Bibliographie.

Se trouvent réunies ici d'intéressantes études scientifiques dues à d'éminents anthropologues, sociologues, psychologues, biologistes et généticiens. L'un d'entre eux, Otto Klineberg, dans une note à la fin de son article, met en garde le lecteur : "Nous avons employé le mot race dans les pages qui précèdent parce que c'est celui qu'emploie l'Unesco. Mais ce terme est extrêmement ambigu" (p. 214). Cette réticence, voire cette répugnance à utiliser le mot "race" en parlant des êtres humains est sous-jacente dans la plupart des travaux de cet ouvrage collectif.

Claude Lévi-Strauss, dans *Race et histoire*, analyse différents points ayant trait, directement ou indirectement, au sujet en question. A propos de la contribution des races humaines à la civilisation, il nous dit que l'originalité des rapports culturels "tient à des circonstances géographiques, historiques et sociologiques, non à des aptitudes distinctes liées à la constitution anatomique ou physiologique des noirs, des jaunes et des blancs" (p. 10). Diversité des cultures, cultures archaïques et primitives, l'idée de progrès, l'histoire (stationnaire et cumulative), la place de la civilisation occidentale, la collaboration des cultures : Lévi-Strauss étudie tous ces phénomènes. Il dévoile "l'absurdité qu'il y a à déclarer une culture supérieure à une autre. Car, dans la mesure où elle serait seule, une culture ne pourrait jamais être 'supérieure' (...) aucune culture n'est seule (...)" (p. 40-41). Et il conclut : "La tolérance n'est pas une position contemplative, dispensant des indulgences à ce qui fut ou à ce qui est. C'est une attitude dynamique, qui consiste à prévenir, à comprendre et à promouvoir ce qui veut être." "La diversité des cultures humaines est derrière nous, autour de nous et devant nous" (p. 48).

Dans *Race et civilisation*, Michel Leiris aborde des thèmes très proches de l'étude de Lévi-Strauss. Citant Confucius en exergue - "la nature des hommes est identique ; ce sont leurs coutumes qui les séparent" - il résume assez bien sa contribution. Le racisme n'est pas mort avec la chute d'Hitler : les Blancs continuent à croire à "leur supériorité congénitale" ... Et que dire des métissages qui s'opèrent entre les trois grands groupes qui répartissent l'espèce *Homo sapiens* ? L'auteur se demande qu'est-ce qu'une race ? Qu'est-ce qu'un homme doit à sa race ? Qu'est-ce que la culture ? Les cultures peuvent-elles être hiérarchisées ? Il tente de répondre à ces questions et finit par conclure qu'"il n'y a pas de répulsion raciale innée". En effet, si l'on examine les "données que nous fournissent l'ethnologie et l'histoire (...) le préjugé racial n'a rien de général et (...) son origine est récente" (p. 89).

Avec *Race et biologie*, L.C. Dunn nous livre les réflexions du biologiste. "La conception moderne de la race, fondée sur les faits reconnus et sur les théories de l'hérédité, prive de toute justification l'ancienne conception selon laquelle il existerait des différences fixes et absolues entre les races humaines et, par conséquent, une hiérarchie entre races supérieures et inférieures" (p. 95), nous dit-il dans son introduction. Lui aussi pose LA question : qu'est-ce que la race ? Il réfute d'ailleurs le terme "race" et lui préfère l'expression "groupe ethnique". De toute manière, "il est évident (...) que l'espèce humaine ne comporte aucune race pure (...)" (p. 107). Il étudie l'hérédité et le milieu, en illustrant son propos de nombreux exemples. Il montre en outre l'origine des différences biologiques et explique scientifiquement comment les races se constituent. Il expose enfin ce qu'est la race aux yeux du biologiste et nous parle de la séparation et de la fusion des races.

Le généticien N.P. Doubinine, dans *Les races et la génétique contemporaine*, rejoint les vues de L.C. Dunn. Après un bref historique sur les travaux de ses prédécesseurs, il étudie la génétique moderne et donne une classification des populations humaines suivant différents spécialistes. Il explique les causes de la diversité des races et des populations ; traite du problème de la croissance de la race humaine et de ses répercussions sur l'hérédité, pour conclure que "les races humaines appartiennent à une espèce unique, l'*Homo sapiens*" (p. 160). Quelques tableaux et une riche bibliographie complètent cette intéressante contribution.

L'avis d'un anthropologue, Jean Hiernaux, nous est fourni dans *L'espèce humaine peut-elle être découpée en races ?* "La race, dit-il, n'est pas un fait, mais un concept. Toute sa démarche consiste à cerner ce concept dans sa généralité et à étudier dans quelle mesure l'espèce humaine peut être partagée en races.

L'aspect psychologique de la question est abordé par Otto Klineberg dans *Race et psychologie. Le problème des différences génétiques*. Dans son introduction, l'auteur survole les études qui examinent l'évolution récente du problème. Il déplore "la croyance, aussi courante qu'obstinée, selon laquelle certains peuples seraient inférieurs aux autres et ne sauraient par conséquent jouir des mêmes 'droits'" (p. 181). Klineberg analyse - et critique parfois - l'usage que l'on fait des tests psychologiques. Il étudie l'influence du milieu et de l'apparence physique sur les individus, les effets du métissage, etc. Dans ses remarques finales, il présente la pertinence mais aussi les limites des tests. Il regrette "qu'ils ne reflètent pas toujours les normes et les préoccupations du groupe social d'où ils sont issus" (p. 211). Et conclut : "Le scientifique ne voit aucun rapport entre la race et la psychologie" (p. 214).

Dans Race, caste et identité ethnique, André Béteille examine en sociologue un cas particulier de "racisme" : la caste. Il se demande "jusqu'à quel point les distinctions de caste, en Inde, correspondent à des différences de type physique ou racial" (p. 215). Il établit une comparaison "entre le système indien des castes et le système de stratification fondé sur la couleur" (Afrique du Sud, Etats-Unis) (p. 216). Béteille s'attache à démontrer qu'en ce qui concerne la caste, "l'appartenance héréditaire est d'une importance capitale" (p. 217). Il cite de nombreux auteurs qui se sont penchés sur la question (cf. les notes de références). Enfin, il est conduit à examiner la notion d'ethnicité qui, nous dit-il, "est d'origine relativement récente en sociologie et en ethno-sociologie" (p. 229). Sa recherche l'amène à constater que "la notion de groupe ethnique est (...) un peu plus large que celle de race" et que le système des castes peut être considéré "comme un genre particulier de différenciation ethnique" (p. 231), de même que les langues utilisées.

Avec Tribalisme et racisme, E.U. Essien-Udom considère la question sur le plan politique, et plus spécialement en Afrique. "Le problème du XXe siècle est celui de la séparation entre les hommes de couleurs différentes - celui des rapports entre les races à peau foncée et les races à peau claire, en Asie comme en Afrique, en Amérique comme dans les îles." C'est par ces mots, écrits en 1903 par W.E.B. Du Bois, "éminent érudit afro-américain", que l'auteur introduit son étude (p. 239). Selon lui et bien d'autres, "la conscience des différences raciales semble remonter très loin dans l'histoire, et la discrimination des peuples au teint foncé est probablement aussi ancienne. Mais la notion de 'race' - et son corollaire le 'racisme' - tels qu'on les connaît aujourd'hui, sont des phénomènes modernes" (p. 240). Il rejoint ainsi l'anthropologue Michel Leiris quand celui-ci nous dit que le préjugé racial est d'origine récente (voir supra). Essien-Udom indique les grandes lignes du racisme en tant qu'idéologie et il ne manque pas de faire allusion à l'idéologie raciste développée par Hitler, non seulement à l'égard des Juifs, mais aussi vis-à-vis de toutes les races "inférieures" du monde (noirs, slaves, gitans, etc.). Dans la section consacrée au tribalisme, il traite un point original du racisme au sens large. Si le terme "tribu" ne s'emploie pratiquement jamais lorsqu'il s'agit des sociétés européennes contemporaines, on utilise en revanche couramment le mot tribalisme "pour désigner les modes de relations sociales et les attitudes des Africains, qu'ils vivent à la campagne ou dans les villes" (p. 245) ; toutefois, "le tribalisme africain diffère (...) du système hindou des castes et du racisme" (p. 261). Une très importante bibliographie enrichit cette étude.

John Rex - Le racialisme et la crise urbaine - étudie les aspects du racialisme (1) et la crise urbaine, notamment en Grande-Bretagne. Il développe l'idée que "la

discrimination raciale et les préjugés de race sont des phénomènes liés au colonialisme". Il s'ensuit que l' "on assiste aujourd'hui à la révolte de ces pays peu développés ayant récemment acquis leur indépendance (...)" (p. 267). Il montre les caractéristiques des territoires coloniaux et métropolitains qui ont des incidences sur les relations raciales : institutions économiques et politiques du colonialisme, structure de la société industrielle des villes métropolitaines ; il expose comment la société métropolitaine voit le travailleur colonial de couleur et examine la discrimination contre les ouvriers coloniaux de couleur dans une société métropolitaine (Australie, Royaume-Uni, France, Etats-Unis, Afrique du Sud, ...) Il analyse en particulier les conditions de l'immigrant de couleur au Royaume-Uni entre 1945 et 1969 : contrôle de l'immigration, emploi des immigrants de couleur, main-d'oeuvre immigrée et droits des travailleurs dans la politique britannique, réaction des travailleurs de couleur à la discrimination, le travailleur de couleur et la question du logement (2), le problème politique que présentent les quartiers "crépusculaires". Enfin, il nous donne un aperçu de l'expérience britannique en matière de crise urbaine liée aux relations inter-raciales.

La contribution de Go Gien-tjwan, Evolution de la situation professionnelle des Chinois en Asie du Sud-Est, nous transporte en Extrême-Orient où une "troisième Chine" est apparue après que tous les pays du Sud-Est asiatique eurent accédé à l'indépendance dans les années cinquante, c'est-à-dire des minorités chinoises (douze à treize millions d'individus) - ni communistes ni nationalistes - qui jouent un rôle économique important dans cette région du monde et chez qui l'on discerne "une caractéristique culturelle commune qui les différencie des cultures environnantes" (p. 323). Si, dans un premier temps, ces Chinois du Nanyang furent d'habiles agriculteurs, dès avant la période coloniale leur principale fonction socio-économique s'exerçait dans le domaine du commerce d'importation et d'exportation. On trouve bien des exemples de "relations étroites et amicales qui ont entraîné une assimilation très avancée des Chinois" (p. 326).

-
- (1) Je n'ai trouvé nulle part le terme "racialisme". Ce néologisme serait-il dû à une traduction erronée de l'anglais ? (Racialism = racisme)
 - (2) A ce propos, cf. l'étude de Françoise NOEL, "Le logement des immigrés à Bruxelles. Quelques réflexions à partir d'un constat", dans Annales de l'Institut de Sociologie, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1983, p. 179-200.

Outre le fait que "les commerçants ont tendance à être plus souples sur le plan spirituel que les paysans" (p. 329), ils n'ont pas eu une attitude méprisante à l'égard des indigènes à propos de leurs convictions religieuses - ce qui ne fut le cas ni pour l'islamisme, ni pour l'hindouisme, ni pour le christianisme ... La structure coloniale occidentale a réduit ces possibilités d'intégration, et peu à peu les Chinois ont été "exclus du commerce international par des intérêts européens puissants et politiquement protégés" (p. 329). Ce n'est pourtant qu'en 1914, au Siam, que le racisme antichinois a été formulé pour la première fois. Il faut attendre 1969 pour assister, en Malaisie, à la première explosion généralisée de sentiments antichinois - ce qui n'a pas empêché "le processus de transformation des Chinois de Malaisie en politiciens malaisiens" (p. 335)...

Le dernier chapitre, Changement, conflit et règlement : dimensions nouvelles, est dû à la plume alerte d'un anthropologue, Max Gluckman. L'auteur, non sans humour, parle d'abord de notre lointain ancêtre, l'Homo sapiens, et de son petit cousin du Néandertal, considéré naguère par certains comme moins "intelligent". La "qualité d'être humain" s'oppose à toute classification, réfute tous les tests d'intelligence. Dans quelques articles de la convention des Nations Unies on traite du délicat problème de la culture et des différences culturelles. On y tente de "concilier la liberté pour l'individu d'être différent des autres avec le droit de devenir semblable à eux" (p. 340). Gluckman analyse différentes théories scientifiques relatives à la nature de l'homme. Il estime comme une erreur de "ne pas tenir suffisamment compte de l'influence des circonstances sur le comportement des peuples" (p. 347). Toujours avec une pointe d'humour, il parle des coups d'Etat militaires qui se produisent dans le tiers monde et que l'on s'obstine à présenter comme un témoignage d'instabilité politique, alors que celle-ci "doit être considérée comme le résultat et la cause de l'insuffisance du progrès technologique" (p. 352). A la fin de son étude, l'auteur évoque les sports, les jeux, la musique, la danse, "activités qui participent d'une culture universelle" (p. 358), laquelle "lutte (...) contre un des fléaux les plus redoutables de notre temps, la discrimination ethnique et raciale" (p. 359).

Quatre déclarations sur la question raciale terminent l'ouvrage : "Déclaration sur la race, Paris, juillet 1950", "Déclaration sur la race et les différences raciales, Paris, juin 1951", "Propositions sur les aspects biologiques de la question raciale, Moscou, août 1964", "Déclaration sur la race et les préjugés raciaux, Paris, septembre 1967". Tous ces textes ont été rédigés par des experts du monde entier : ethnologues, anthropologues, généticiens, politicologues, sociologues, médecins, biologistes ...

L'intérêt scientifique et humain exceptionnel de ce livre explique la longueur inhabituelle de mon compte rendu. J'ai en effet voulu donner un aperçu aussi exact que possible des études qui le composent et qui toutes ont été faites par des spécialistes et des sommités scientifiques internationales.

E.J.

Roger CERE Charles ROUSSEAU *Chronologie du conflit mondial, 1935-1945*, SEFI (Société d'Editions Françaises et Internationales), Paris, 1945, 624 pages. Annexes et cartes.

Ce livre se divise en six grandes parties traitant chacune, de façon strictement chronologique, des points suivants :

- Les préliminaires de la guerre (1935-1939).
- La lutte des puissances occidentales contre le Reich (septembre 1939- juin 1940).
- L'Angleterre seule contre l'Axe (juin 1940 - juin 1941).
- L'élargissement des hostilités (22 juin 1941 - 31 décembre 1943).
- L'offensive générale des Alliés (1944).
- L'oeuvre diplomatique des Nations Unies.

Une introduction retrace, d'une part, la politique internationale depuis 1919 : la paix de Versailles, le rôle de la Société des Nations, la crise économique des années 30 ; d'autre part, la politique intérieure des Etats depuis 1919 : France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, U.R.S.S., Etats-Unis, Chine et Japon.

Un texte clair, et généralement assez court, ouvre chacune des sections composant les chapitres. Il décrit les faits, événements et incidents de la chronologie au jour le jour qui le suit et en présente en quelque sorte une synthèse. Selon les auteurs, en effet, "la chronologie qui expose le fait à sa date, sans autre souci que celui de l'objectivité, est sereine comme la science et la vérité". Et ils poursuivent : "Nous aurons fait oeuvre utile si nous avons pu apporter notre contribution à l'action que les esprits libres se doivent d'entreprendre : sortir de la confusion dans laquelle l'humanité tout entière paraît plongée." Quoi qu'il en soit, cet ouvrage, publié en 1945, est une source inépuisable de renseignements sur la Seconde Guerre mondiale et devrait contribuer à rafraîchir certaines "mémoires" défailtantes ...

E.J.

INFORMATIONS - INFORMATIES

* Remise de la plaque Livchitz et de la réduction du monument à la section belge du musée d'Auschwitz

Paul M.G. LEVY, Président du Mémorial National du Fort de Breendonk ()

In naam van het Nationaal Gedenkteken van het Fort van Breendonk heb ik de eer dit verkleind standbeeld van het Nationaal Monument aan de Politieke Gevangene vóór het Fort opgericht en deze gedenkplaat te overhandigen.

La fraternité spirituelle entre notre Mémorial National et la Section belge d'Oswiecim n'avait pas besoin de cette statuette et de cette plaque commémorative pour être présente.

Dès le premier convoi de Malines à Auschwitz deux anciens de Breendonk en étaient ... Et puis les convois suivirent ... Le vingtième transport fut attaqué par Livchitz et son équipe le 19 avril 1943. Des 1.631 prisonniers, 26 tomberont mais 205 arriveront à s'échapper. Ce sera l'hécatombe ici. 150 seulement seront rapatriés en 1945.

Georges Livchitz dont voici l'image sera trahi. Il connaîtra Breendonk. Il sera exécuté comme communiste à Bruxelles le 5 février 1944. Il est tombé au Tir National.

Quant au monument, c'est sous l'occupation qu'Idel Janchelevici esquissera sur une table de café l'image du résistant, forcé à s'agenouiller mais gardant le regard fier.

C'est vers un horizon de liberté qu'il regarde, image d'un pays qui jamais n'a accepté de s'avouer vaincu.

D'être présent ici par ces deux images élève pour nous le sens même de Breendonk.

(*) La Fondation remercie le professeur Paul M.G. LEVY pour toute l'aide qu'il nous a apportée à la réalisation du Mémorial belge d'Auschwitz ainsi que pour ses conseils historiques. La Fondation lui rend également hommage pour les dons faits au Musée du Bloc belge à Auschwitz.

* 40ème Anniversaire de la Libération

- Notre Fondation a participé aux manifestations organisées au Cinquantenaire à Bruxelles le 14 septembre dernier. Y était en outre projetée, sur grand écran, la photo du Mémorial du Bloc Belge à Auschwitz, oeuvre de Serge Creuz.
- La Fondation a également prêté son concours à l'organisation d'une exposition consacrée à la Seconde Guerre Mondiale et réalisée par la Commune de Jette. Cette exposition s'est tenue dans les locaux de l'Hôtel Communal de Jette du 1er au 19 septembre 1984.

* Bibliothèque

- Nous tenons à remercier les nombreuses personnes qui nous ont offert des livres et notamment les éditeurs qui ont très largement répondu à notre appel au cours du dernier trimestre. Nous saisissons l'occasion pour les informer de notre intention de poursuivre, voire développer, la rubrique "Notes de Lectures" qui présente les comptes rendus des ouvrages qui nous parviennent.
- Nous continuons à encourager nos lecteurs à participer à l'enrichissement de notre bibliothèque que nous considérons comme un des instruments de travail les plus importants de la Fondation puisqu'elle doit permettre l'encadrement de recherches et d'études approfondies sur les questions de l'univers concentrationnaire.

* Soutien aux activités de la Fondation

Nous remercions vivement toutes les personnes et tous les organismes qui nous ont aidés en versant des dons en espèces.

* **Bulletin**

Nous demandons à chacun de vous une plus grande participation à ce Bulletin. C'est, nous vous le rappelons, un lien vivant entre les membres. Envoyez-nous vos textes et vos suggestions. Merci !

* **Chili**

Op uitnodiging van de Liga van de rechten van de mens, betuigden leden van onze stichting hun solidariteit aan de stakende mijnwerkers in El Teniente, met een telegram.

Régine Beer vergezelde 5 Chileense syndicalisten bij een bezoek aan Fort Breen-donk. Dit als bewijs van onze hedendaagse afschuw van het fascisme. Wij hebben een dankbrief van de Chilenen gekregen.

* **40ste Verjaardag van de bevrijding**

- Onze Stichting heeft deelgenomen aan de manifestaties, georganiseerd aan de "Cinquantenaire" te Brussel op 14 september 1984
Onder andere wordt, op groot scherm, de foto van de Memoriaal van het Belgische Blok in Auschwitz, werk van Serge Creuz, vertoond.
- De Stichting heeft ook zijn medewerking verleend aan de organisatie van een tentoonstelling, gewijd aan de tweede wereldoorlog, en verwezenlijkt door de Gemeente van Jette. Deze tentoonstelling heeft plaatsgehad in de lokalen van de Gemeentehuis te Jette van 1 tot 19 september 1984.

* **Bibliotheek**

- Wij staan erop de talrijke personen te bedanken die ons boeken geschonken hebben, en met name de uitgevers die oproep zeer overvloedig beantwoord hebben in de loop van de laatste drie maanden. Wij maken van de gelegenheid gebruik om hun mede te delen dat wij de rubriek "Lektuur nota's", die de uittreksels voorstelt van de werken die ons toekomen, verder willen zetten en ontwikkelen.
- Wij blijven onze lezers aanmoedigen om deel te nemen aan de verrijking van onze bibliotheek, die wij beschouwen gelijk één van de meest belangrijke werkinstrumenten van de Stichting, daar zij de middelen moet bieden tot onderzoekingen en diepgaande studies over de kwesties van de wereld der concentratiekampen.

* **Steun aan de activiteite, van de Stichting**

Wij betuigen onze dank aan alle personen en organismen die ons geholpen hebben door het storten van giften in speciën.

* **Bulletin**

Wij vragen aan elkaar een grotere participatie aan dit bulletin. Het is, wij herhalen het u, een levende band tussen de leden. Stuur ons uw teksten en suggesties. Dank u !

Comme promis dans notre Bulletin n° 5, nous reproduisons ci-après, et par ordre alphabétique, les noms des personnalités qui se sont excusées de ne pouvoir assister à l'inauguration du Bloc Belge et du Mémorial le 17 avril 1984 à Auschwitz. Nous nous excusons par avance auprès de celles que nous aurions omis de citer.

M. BERTOUILLE, André, Ministre de l'Education Nationale
M. BUSQUIN, Philippe, Ministre pour le Budget et l'Energie à l'Exécutif Régional Wallon
Dhr. COENS, Daniel, Minister van Onderwijs
M. DAMSEAUX, André, Ministre de la Région Wallonne
Dhr. DANKERT, P., Voorzitter van het Europees Parlement
Dhr. DE CROO, Herman, Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie
M. de DONNEA, François-Xavier, Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement
M. DEFOSSET, Léon, Député-Bourgmestre
Dhr. DEHAENE, J.-L., Minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen
Dhr. DE KEERSMAEKER, Paul, Staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw
Dhr. DE WULF, R., Gemeenschapsminister
Mw. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH, P., Staatssecretaris voor P.T.T.
Dhr. EYSKENS, Mark, Minister van Economische Zaken
Dr. FEIT, Christian, Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne
M. FOA, Emilio, Ambassadeur de la République d'Italie
M. GOL, Jean, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Justice
M. HAS, Mircea, Ambassadeur de la République Socialiste de Roumanie
M. HASQUIN, Hervé, Recteur de l'Université Libre de Bruxelles
M. HATRY, Paul, Ministre de la Région Bruxelloise
M. HOFFMANN, Heinz, Ambassadeur de la République Démocratique Allemande
M. JACOB, J., Institut National des Invalides de Guerre
Dhr. KEMPINAIRE, André, Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel
M. KULEV, Ivan, Ambassadeur de la République de Bulgarie
Dhr. LIEBAERS, Herman, Koninklijke Commissaris voor de Herstructurering van de Nationale Wetenschappelijke Inrichtingen
M. MAINIL, Pierre, Secrétaire d'Etat aux Pensions
Dhr. MARTENS, Wilfried, Eerste Minister

M. MAYSTADT, Philippe, Ministre du Budget, du Plan et de la Politique Scientifique
M. MOUREAUX, Philippe, Ministre-Président de la Communauté Française de Belgique
M. MONFILS, Philippe, Ministre des Affaires Sociales de la Communauté Française
M. OLIVIER, Louis, Ministre des Travaux Publics
Dhr. POMA, Karel, Vice-Voorzitter van de Vlaamse Executieve, Gemeenschapsminister van Cultuur
M. POPOVIC, Gavro, Ambassadeur de la République Populaire de Yougoslavie
M. ROGGEN, Ivan, Gouverneur du Brabant
Dhr. SCHILTZ, Hugo, Minister van Financiën en Begroting
M. SWAEBE, Geoffrey, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique
M. THORN, Gaston, Président de la Commission des Communautés Européennes
Dhr. TINDEMANS, Leo, Minister van Buitenlandse Betrekkingen
M. TROMONT, Michel, Gouverneur de la Province de Hainaut
Dhr. VREVEN, Freddy, Minister van Landsverdediging
M. WATERNAUX, Inspecteur général au Ministère de la Santé Publique et de la Famille, Administration des Victimes de la Guerre.

Bulletin Trimestriel de la Fondation Auschwitz

Prix de l'abonnement pour 4 numéros 300 FB

Prix de l'abonnement de soutien 600 FB

A verser au CCP 000-0632117-65 de la Fondation Auschwitz, 1070 Bruxelles, avec mention "Bulletin".

Driemaandelijks Tijdschrift van de Stichting Auschwitz

Prijs abonnement 3 nummers 300 BF

Prijs steunabonnement 600 BF

Te storten op de PRK 000-0632117-65 van de Stichting Auschwitz, 1070 Brussel, met vermelding "Bulletin".